Action régionale pour la protection des enfants contre les effets néfastes de la commercialisation des produits alimentaires et la promotion du vieillissement en bonne santé

MANILLE (9 octobre 2019) – Les Ministres de la santé de la Région du Pacifique occidental de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont approuvé aujourd'hui des plans d'action visant à protéger les enfants contre les effets néfastes de la commercialisation des produits alimentaires, et ont demandé l'élaboration d'un plan visant à promouvoir le bien-être des personnes âgées.

Ces décisions ont été prises à la soixante-dixième session du Comité régional OMS du Pacifique occidental, qui se tient cette semaine à Manille (Philippines).

Protection des enfants contre les effets néfastes de la commercialisation des produits alimentaires

Les aliments transformés sont plus disponibles, abordables et accessibles que jamais en raison de la rapidité de la croissance économique, de l'urbanisation et de la mondialisation. Les substituts du lait maternel, tels que les préparations pour nourrissons et les aliments et boissons riches en graisses saturées, en acides gras trans, en sucres libres ou en sel, sont commercialisés à grande échelle, ce qui explique la faible proportion de nourrissons allaités au sein ces 10 dernières années, la mauvaise alimentation, le surpoids et l'obésité chez les enfants, et la prévalence accrue des maladies non transmissibles liées à l'alimentation, telles que le diabète. En 2018, on estimait que dans la Région du Pacifique occidental, 7,7 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance (trop petits pour leur âge), 2,6 millions étaient émaciés (trop minces pour leur taille) et 7,2 millions étaient en surpoids ou obèses.

Les représentants ont adopté aujourd'hui le *Cadre d'action régional pour la protection des enfants contre les effets néfastes de la commercialisation des produits alimentaires dans le Pacifique occidental*. Dans la résolution y relative, l'OMS est priée d'appuyer les États Membres dans la mise en œuvre des mesures suivantes, en tenant compte de leur contexte national : éliminer l'exposition du public à la commercialisation des substituts du lait maternel ; mettre un terme à la promotion inappropriée des aliments destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants ; réduire l'exposition des enfants à la commercialisation des produits alimentaires et des boissons riches en graisses saturées, en acides gras trans, en sucres libres ou en sel ; réduire à son minimum l'attrait persuasif de la commercialisation des produits alimentaires et boissons riches en graisses saturées, en acides gras trans, en sucres libres ou en sel auprès des enfants.

Les États Membres sont également invités dans la résolution à prendre les mesures suivantes : renforcer l'encadrement, la gouvernance et la réglementation ; appuyer les mesures multisectorielles et multipartites ; renforcer la sensibilisation et la communication ; renforcer les capacités dont les pays ont besoin pour suivre la mise en œuvre de ces initiatives, évaluer les progrès accomplis et établir des données factuelles.

Assurer un vieillissement en bonne santé pour tous

Les représentants présents au Comité régional ont adopté aujourd'hui une décision sur le vieillissement et la santé, à l'issue d'une table ronde organisée la veille.

L'amélioration de l'espérance de vie et la diminution de la taille des familles se traduisent par un vieillissement de la population. Ce processus prend place à des rythmes différents suivant les pays de la Région OMS du Pacifique occidental. En 2013, les gouvernements ont adopté le *Cadre d'action*

régional sur le vieillissement et la santé dans le Pacifique occidental (2014-2019). La période de mise en œuvre du Cadre arrivant à échéance, les États Membres ont passé en revue les progrès accomplis, échangé leurs données d'expérience, et examiné les moyens d'aller de l'avant, en étant conscients qu'une action menée sans tarder pour se préparer au vieillissement de la population donnera aux pays l'occasion de transformer leurs systèmes de santé dès aujourd'hui.

Renforcement de la sécurité sanitaire

Les représentants ont également discuté, aujourd'hui, des progrès accomplis en matière de sécurité sanitaire. Ils ont relevé que la *Stratégie Asie-Pacifique pour la maîtrise des maladies émergentes et la gestion des urgences de santé publique* (SMEAP III) et le *Cadre d'action régional du Pacifique occidental pour la gestion des risques sanitaires en cas de catastrophe* avaient permis aux pays de renforcer leur aptitude à anticiper les menaces qui pèsent sur la sécurité sanitaire, et à y faire face. Bon nombre de pays disposent désormais de plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire, qui ont contribué à améliorer la coordination entre les parties prenantes, de même que la planification et la mise en œuvre. Les pays ont également fait des progrès dans la préparation aux pandémies et la gestion des interventions d'urgence. Les mesures prises en réponse aux inondations en République démocratique populaire lao, à l'effondrement d'un barrage, au passage du typhon Mangkhut aux Philippines et à une flambée de poliomyélite en Papouasie-Nouvelle-Guinée sont autant d'exemples d'interventions menées au cours de l'année écoulée.

En dépit des progrès accomplis, les représentants ont reconnu que les épidémies et les situations d'urgence de santé publique continuaient de compromettre la sécurité sanitaire dans la Région. La sécurité sanitaire demeure une priorité élevée pour les gouvernements et l'OMS, comme l'attestent le *treizième programme général de travail de l'Organisation pour 2019-2023* et le document d'orientation intitulé *Vision d'avenir : devenir la Région la plus saine et la plus sûre*, qui a été approuvé par les représentants cette semaine, et qui définit les lignes d'action de l'OMS dans la Région pour les cinq prochaines années.

Demain, le Comité régional devrait adopter des résolutions sur la lutte antitabac et la résistance aux antimicrobiens. Les représentants débattront également des progrès accomplis en ce qui concerne les maladies infectieuses, les maladies non transmissibles, notamment la santé mentale, la santé du nouveau-né, les changements climatiques et la santé environnementale.

Liens connexes

Protection des enfants contre les effets néfastes de la commercialisation des produits alimentaires

[Fiche d'information](#)

[Microvidéo](#)

Vieillesse et santé

[Fiche d'information](#)

[Microvidéo](#)

Notes à l'attention des rédacteurs

Une retransmission en direct des travaux du Comité régional et les documents officiels, fiches d'information et vidéos sur les questions à l'ordre du jour de la réunion sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.who.int/westernpacific/about/governance/comité-régional/soixante-dixième-session>.

Des mises à jour seront publiées sur les comptes @WHOWPRO [Facebook](#), [Twitter](#) et [YouTube](#) sous le hashtag #RCM70.

Pour assister aux séances du Comité régional, les représentants des médias sont priés de demander leur accréditation aux responsables suivants :

M. Ruel E. Serrano Courriel : serranor@who.int Tél. : +63 2 8528 9993 Portable : +63 908 891 4532	Mme Teena Deogracias-Nery Courriel : neryma@who.int Tél. : +63 2 8528 9991 Portable : +63 918 963 0224
--	---

Avec ses 194 États Membres répartis sur six Régions, l'OMS est l'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, chargée de la santé publique. Chaque Région de l'OMS organise son propre comité régional, organe directeur régional composé des Ministres de la santé et des hauts fonctionnaires des États Membres. Chaque comité régional se réunit une fois par an.

La Région OMS du Pacifique occidental rassemble les 37 États et Territoires suivants : Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, États-Unis d'Amérique (responsable du Commonwealth des Îles Mariannes du Nord, de Guam et des Samoa américaines), Fidji, France (responsable de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna), Hong Kong (RAS de Chine), Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Japon, Kiribati, Macao (RAS de Chine), Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (responsable des îles Pitcairn), Samoa, Singapour, Tokélaou, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam.